

Compte rendu

Ouvrage recensé :

CAMPOS, José Edgardo and Hilton L. ROOT. *The Key to the Asian Miracle, Making Shared Growth Credible*. Washington D.C, The Brookings Institution, 1996, xiii-198 p.

par Marie Lavigne

Études internationales, vol. 29, n° 1, 1998, p. 175-176.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/703859ar>

DOI: 10.7202/703859ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

ÉCONOMIE INTERNATIONALE

The Key to the Asian Miracle, Making Shared Growth Credible.

CAMPOS, Jose Edgardo and Hilton L. ROOT. Washington D.C., *The Brookings Institution*, 1996, xiii-198 p.

Le « miracle asiatique » est généralement discuté en termes de politiques économiques propres à favoriser et soutenir la croissance. L'ouvrage de Campos et Root l'analyse sous un angle différent. Selon les auteurs, quelles que soient les politiques suivies, l'effet attendu ne se serait pas produit si la population n'avait pas cru en ces politiques et n'avait pas escompté en retirer des avantages. Ils présentent les mécanismes par lesquels cette crédibilité a été construite et soutenue dans 8 pays d'Asie – le Japon, la Corée du Sud, Taiwan, Hong Kong, Singapour, la Thaïlande, l'Indonésie et la Malaisie. C'est cette crédibilité qui a fait la force de ces régimes, particulièrement face à la menace communiste représentée par la Chine et l'Union soviétique.

Parmi les procédés appelés à entraîner l'adhésion de la population, on peut citer : une réforme agraire favorisant les petites et moyennes exploitations ; le soutien aux PME dans les villes ; des aides aux coopératives ouvrières, tout ceci pour favoriser une mobilité sociale vers le haut. Contrairement aux théories selon laquelle une croissance rapide est associée à une forte inégalité (parce qu'il faut générer un taux d'épargne élevé et que la propension à épargner est plus forte pour les revenus les plus élevés ; parce que la main-d'œuvre se déplace des secteurs à faible productivité vers les secteurs à forte productivité), « en Asie

de l'Est une croissance rapide a été associée à des niveaux relativement bas et décroissants d'inégalité des revenus » (p. 8), par comparaison avec les autres régions du Tiers Monde.

Comment cela s'est-il produit ? Les dirigeants de ces pays étaient au départ menacés politiquement (tant du côté communiste que du côté libéral, du fait que les régimes étaient militaires et autoritaires), et militairement (le Japon n'était pas directement menacé mais avait à faire oublier la débâcle de la Seconde Guerre mondiale). Donc la stratégie du partage des fruits de la croissance était essentielle. Elle s'adressait aux deux composantes de la société civile : le milieu des affaires, pour l'inciter à investir ; les classes défavorisées, par la réforme agraire, la promotion de l'éducation, et la gratuité des soins médicaux de base. Des études économétriques ont montré que cette politique de partage a accru la stabilité politique (quelles que soient par ailleurs les atteintes aux droits de l'homme dans cette région du monde). Les résultats ont été convaincants : « la propriété du sol a donné raisonnablement à espérer aux paysans que la croissance leur apporterait un surplus de richesse ; ... le développement des PME créatrices d'emplois a donné confiance quant à la disponibilité d'emplois à l'avenir ; la politique d'éducation a permis aux couches les moins favorisées d'espérer que leurs enfants accéderaient à des emplois mieux payés ; le développement de l'infrastructure rurale a facilité aux nouveaux capitalistes ruraux l'accès aux marchés urbains ; les coopératives ouvrières ont permis aux ouvriers manuels l'accès à la petite entreprise ; les programmes d'accès à la propriété ont fait de la propriété du

logement un rêve accessible » (p. 75). Tous ces mécanismes sont illustrés par une analyse par pays et par des données statistiques.

Un chapitre examine particulièrement les mécanismes institutionnels d'interaction entre l'État et le secteur des affaires, par la création d'une bureaucratie économique complexe et la constitution de conseils et comités consultatifs (pour l'investissement, l'exportation, la coordination des salaires, etc.). Le cas du MITI japonais et des nombreux organismes consultatifs sur lesquels il s'appuie est détaillé. Les exemples de Taiwan et de l'Indonésie illustrent la coordination entre le secteur public et le secteur privé. Enfin un chapitre décrit les relations entre le pouvoir politique et l'administration économique.

En conclusion, les auteurs soulignent que les régimes d'Asie de l'Est passent pour autoritaires, voire dictatoriaux, parce que les méthodes d'établissement d'un consensus social différent de celles qu'offrent les institutions occidentales. Ces gouvernements autoritaires se sont gardés de déprécier l'avenir, et de piller la société comme on l'observe dans bien des États du Tiers Monde. La question est de savoir si cette crédibilité pourra être maintenue avec un niveau de bien-être plus élevé.

L'ouvrage aborde le succès des économies est-asiatiques sous un angle différent des analyses usuelles, et que l'on pourrait qualifier d'institutionnaliste. Il apporte une foule d'informations sur les huit pays examinés, appuyées sur une liste de références impressionnante. On le lit avec intérêt, non sans en conclure que la crédibilité

discutée dans le livre a été très efficace concernant les auteurs aussi.

Marie LAVIGNE

*ISMEA (Institut de Sciences Mathématiques et Économiques Appliquées)
Paris, France*

The Paradox of the Mexican State. Rereading Sovereignty from Independence to NAFTA.

*ERFANI, Julie A. Boulder (Col.), Lynne
Rienner Publishers Inc., 1995, 248 p.*

Depuis la révolution de 1911 entraînant la chute de Porfirio Diaz, le Mexique a constamment suscité l'intérêt de certains chercheurs et intellectuels peut-être à cause de cette combinaison particulière d'un pays juxtaposant une politique étrangère progressiste à un système politique plutôt fermé. Avec la mise en place de l'ALÉNA, l'attention portée au Mexique est devenue beaucoup plus grande particulièrement en Amérique du Nord. Avec pour conséquence que le pays a fait l'objet depuis quelques années de nombreux colloques et de publications diversifiées.

Parmi ces publications, l'originalité du travail de Julie Erfani est tout d'abord qu'il ne s'agit pas d'actes de colloque ou d'assemblage de contributions diverses. Il s'agit d'une monographie appuyée sur plusieurs mois de travail sur le terrain, sur des entrevues et sur la consultation de sources diverses. Le propos central de l'ouvrage est également assez novateur dans la mesure où l'auteure s'attache à démontrer comment les mythes fondateurs de l'État mexicain moderne ont en fait été constamment battus en brèche par la réalité. L'ouvrage cherche à montrer comment, tout au long